

Objectifs et moyens d'une politique sociale européenne

Résolution de la Commission Économique et Sociale (Bruxelles - 7 novembre 1997)
adoptée par le Conseil Central de Bruxelles (12 décembre 1997)

La Commission Économique et Sociale s'est réunie à Bruxelles le 7 novembre 1997 sous la présidence de M. Olivier Giscard d'Estaing, et s'est penchée à nouveau sur les objectifs et les moyens d'une Politique Sociale Européenne.

Au moment où la réduction de la durée du temps de travail est d'actualité dans de nombreux pays, la Commission tient à souligner l'incidence relativement faible qu'une telle réduction, qui a pu être justifiée dans le passé, aurait sur l'emploi, notamment à la lumière de l'expérience acquise. Elle insiste sur les dangers d'une régulation ne tenant pas compte des spécificités, et sur la nécessité de recourir à une négociation par secteurs et au niveau de l'entreprise.

A cette occasion, elle tient à souligner

- ◇ d'une part l'interdépendance grandissante de nos économies et le souci d'éviter que les disparités sociales ne nuisent au bon fonctionnement d'une économie concurrentielle, et d'autre part la nécessité d'aborder le problème de l'emploi dans l'optique d'une société qui subit et est appelée à subir encore des mutations structurelles essentielles.
- ◇ le fait que les législations nationales devraient s'inspirer de celles des autres pays membres, en cherchant un alignement sur celles qui assurent les conditions sociales optimales compatibles avec les possibilités économiques.
- ◇ que les Pouvoirs Publics Nationaux et les Autorités Communautaires devraient fixer les cadres généraux et les objectifs d'une telle politique sociale; les mesures concrètes devant être prises par des négociations collectives par secteur d'activité et/ou au niveau des entreprises. Une telle approche aurait le grand avantage de susciter une variété de formules qui seraient de nature à promouvoir la diversité de l'organisation du travail sans en affecter la qualité.
- ◇ l'utilité de telles orientations, face aux discussions actuelles concernant les négociations sur le temps de travail, et à la veille du Conseil Européen sur l'emploi.

- - - - -